



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 25/02/2025

Reçu en préfecture le 25/02/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250224-2025_08-DE



DÉLIBÉRATION

2025/08

RELEVEMENT DE LA PRESCRIPTION QUADRIENNALE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Lundi 24 Février 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

Etaient absents ou excusés : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée, relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la demande du 6 janvier 2025 d'un agent en disponibilité sollicite 4 heures supplémentaires ;

Vu le courriel du Conseil au décideur local en date du 5 février 2025 ;

Monsieur le Président indique qu'un agent du Centre de gestion, en disponibilité depuis 2018, sollicite l'indemnisation de ses 4 heures supplémentaires.

Il rappelle que sont, prescrites au profit des établissements publics dotés d'un comptable public, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Il précise que cette règle comporte une dérogation, à savoir : « *La prescription ne court ni contre le créancier qui ne peut agir, soit par lui-même ou par l'intermédiaire de son représentant légal, soit pour une cause de force majeure, ni contre celui qui peut être légitimement regardé comme ignorant l'existence de sa créance ou de la créance de celui qu'il représente légalement.* »

Il expose que, après analyse de la situation par les services, l'agent pourrait être considéré comme légitimement ignorant sa créance car :

- notre délibération portant indemnisation des heures supplémentaires ne mentionne aucune prescription ;
- préalablement à son départ, l'agent n'a pas été informé que les heures supplémentaires effectuées seraient perdues s'il n'en sollicitait pas l'indemnisation.

Il indique que, suite à des échanges avec les services de la trésorerie, le Conseil au décideur local considère, a contrario, que cette créance serait frappée par la prescription quadriennale. La trésorerie conditionne une telle indemnisation au relèvement de la prescription.

Il précise que, malgré d'autres échanges, une position commune n'a pu être trouvée entre les services du Centre de Gestion et celle de la trésorerie.

Il propose donc, au vu des droits de l'agent, de procéder à l'indemnisation des 4 heures supplémentaires.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* une levée de la prescription quadriennale pour la créance de l'agent portant sur l'indemnisation de ses 4 heures supplémentaires ;
- ♦ *PRECISE* que les crédits seront prélevés sur le budget de l'exercice en cours.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 24 février 2025

Le Président,

Joël DUQUENOY